Le 08-12-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Nous publions un long article de Ben Norton, journaliste, écrivain, cinéaste et rédacteur en chef adjoint du site *The Grayzone*. Cet article, sourcé, est essentiel pour comprendre pourquoi la gauche s'aligne et relaie sans analyse ni discernement, mais systématiquement, la vulgate et les fake news des États-Unis contre le gouvernement sandiniste légal du Nicaragua.

L'un des opposants les plus en vue au gouvernement sandiniste du Nicaragua invoque sa jeunesse

révolutionnaire pour justifier sa position. Et si les médias internationaux ne cessent de chanter ses louanges, ils ne mentionnent pas qu'elle a abandonné la politique révolutionnaire depuis longtemps et qu'elle est devenue un atout essentiel dans la campagne de guerre non conventionnelle menée par le gouvernement américain contre le Nicaragua.

Alors qu'elle n'avait que 22 ans, Dora María Téllez a combattu comme guérillero dans la révolution sandiniste du Nicaragua, aux côtés de l'actuel président Daniel Ortega. Mais elle a rompu avec le sandinisme il y a plus de vingt ans et a régulièrement dérivé vers l'aile droite soutenue par les États-Unis.

Téllez est une figure clé d'un groupe d'anciens révolutionnaires, dont beaucoup sont issus de l'élite et de la classe supérieure, qui se sont regroupés en une scission de droite du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) socialiste dans les années 1990. Ensemble, ils ont formé un parti politique centriste appelé le Mouvement de rénovation sandiniste (Movimiento Renovador Sandinista, ou MRS), s'appuyant sur leur passé révolutionnaire pour promouvoir une contre-révolution néolibérale.

Sous la direction de Téllez et de ses collègues, le MRS a développé une relation étroite avec l'oligarchie de droite du Nicaragua. Il a également collaboré de manière intensive avec le gouvernement des États-Unis, travaillant avec des membres néoconservateurs du Congrès et le lobby du changement de régime de Miami, tout en recevant des fonds d'organisations interventionnistes américaines.

Des câbles classifiés du département d'État publiés par WikiLeaks et analysés par *The Grayzone* montrent que Téllez et les autres dirigeants de son parti MRS ont fréquemment rencontré l'ambassade américaine et ont servi d'informateurs pendant des années.

Lors de réunions régulières avec des fonctionnaires américains, Téllez, Sergio Ramírez, Hugo Torres Jiménez, Victor Hugo Tinoco et d'autres personnalités du MRS ont fourni aux États-Unis des renseignements sur le FSLN et la politique interne du Nicaragua, dans le but d'empêcher le retour des Sandinistes au pouvoir. Ils ont ensuite aidé Washington à tenter de déstabiliser le gouvernement du président Daniel Ortega après sa victoire aux élections de 2006.

L'ambassade a clairement indiqué que "*la position de l'USG [gouvernement étasunien] est que* le MRS est une option viable et constructive, *avec laquelle les États-Unis entretiendraient de bonnes relations*".

L'ambassade a ajouté en approuvant, "*si le MRS peut déplacer des votes du FSLN et recueillir une partie du vote indécis, il reste une option viable - et pourrait être la clé pour empêcher une victoire d'Ortega.*"

Aujourd'hui, Téllez et son MRS sont ouvertement alliés à la droite - alors même qu'elle et ses partisans exploitent cyniquement son ancienne bonne foi révolutionnaire pour diviser le soutien de la gauche aux Sandinistes et confondre les observateurs progressistes à l'extérieur du pays.

Le MRS a joué un rôle clé dans une violente tentative de coup d'État au Nicaragua en 2018, au cours de laquelle des forces extrémistes soutenues par les États-Unis ont paralysé la nation en érigeant des barricades, appelées tranques, tandis qu'elles traquaient, torturaient et assassinaient des militants sandinistes.

Grâce à un financement important de la part d'agents de la CIA chargés de promouvoir un changement de régime, les dirigeants du MRS ont contribué à l'organisation et à la conduite du putsch manqué. Et ils ont profité de leurs positions influentes dans les médias, les ONG et les universités pour concevoir la manière dont cette opération violente a été présentée au reste du monde.

Image

Les "manifestants pacifiques" décrits par les médias occidentaux armés de mortiers sur une barricade en

En termes de politique pan-latino-américaine, Dora María Téllez et le MRS sont de même devenus un allié fiable de la droite de la région.
Lorsque Washington et les oligarques fondamentalistes chrétiens ont parrainé un coup d'État militaire d'extrême droite en Bolivie en 2019, le gouvernement sandiniste d'Ortega s'est opposé fermement au complot et l'a condamné, se rangeant fermement aux côtés du président bolivien élu Evo Morales. Téllez, en revanche, a encouragé le putsch, salissant Morales comme un aspirant dictateur et affirmant que la Bolivie était "meilleure" avec son renversement.
Téllez a déclaré avec joie que le coup d'État en Bolivie avait "terrifié" le gouvernement sandiniste, et a exprimé l'espoir que les officiers militaires nicaraguayens seraient inspirés pour lancer leur propre putsch. Le leader du MRS a fait l'éloge de l'Organisation des Etats américains (OEA) dominée par les États-Unis et de son dirigeant hyper-interventionniste Luis Almagro, l'appelant à expulser le Nicaragua.
Mme Téllez a déclaré à l'AFP que le coup d'État en Bolivie constituait un exemple positif qui pourrait effrayer le gouvernement sandiniste. Elle a ensuite accordé une interview au journal d'opposition *Confidencial*, financé par le gouvernement américain, intitulée "Dora María Téllez : 'La [famille] Ortega-Murillo est démoralisée par la sortie d'Evo Morales'".
"*Après le renoncement d'Evo, il y a un énorme désespoir*" au Nicaragua, a-t-elle jubilé. "*Ils sont dans une situation très importante de nervosité et de désespoir*".
Téllez a exprimé l'espoir que le coup d'État en Bolivie envoie un message aux dirigeants de l'armée nicaraguayenne pour qu'ils lancent leur propre putsch, affirmant qu'il y a une partie très importante du corps des officiers qui n'est pas aussi fidèle au sandinisme.
Téllez et son MRS ont adopté une position encore plus dure à l'égard du Venezuela. Alors que l'administration du président Ortega a soutenu sans relâche le gouvernement de gauche chaviste du Venezuela contre de nombreuses tentatives de coup d'État américain, Téllez a diabolisé sans relâche le gouvernement élu du président Nicolás Maduro, le qualifiant de "dictature" et appelant à son renversement.
Téllez a même exprimé son soutien à la marionnette vénézuélienne de Washington, Juan Guaidó, et

à l'oligarque d'opposition d'extrême droite Leopoldo López, en proclamant : "*Nous marchons ensemble*."
En 2020, Téllez et son parti MRS s'étaient tellement déplacés vers la droite qu'ils ont décidé d'abandonner toute prétention de fidélité au sandinisme, supprimant toute référence au mouvement sandiniste de leur plateforme et changeant le nom du Mouvement de rénovation sandiniste en Unión Democrática Renovadora (Union démocratique de rénovation), ou UNAMOS.
Pendant tout ce temps, Téllez et ses collègues de l'UNAMOS ont fait publiquement pression sur le gouvernement américain et l'Union européenne pour qu'ils imposent des sanctions plus agressives à leur propre pays, sanctions qui ont déjà porté atteinte à l'économie nationale.

Image

L'ancienne présidente du MRS Ana Margarita Vigil et sa compagne Dora María Téllez (au centre-droit, dans les lunettes et le pull), rencontre la députée de l'ultradroite conservatrice de Floride Ileana Ros-Lehtinen dans le cadre d'une campagne de lobbying pour le changement de régime en 2016

En 2021, le gouvernement nicaraguayen a arrêté une série de dirigeants du MRS, dont Téllez, Hugo Torres Jiménez et Victor Hugo Tinoco. Une enquête menée par The Grayzone montre que chacune de ces personnalités a été un informateur de l'ambassade américaine pendant au moins 15 ans, selon des câbles du département d'État.
Le Nicaragua a également ordonné l'arrestation du président fondateur du MRS, Sergio Ramírez, qui a été pendant des décennies un informateur du gouvernement américain, un fait confirmé par les documents classifiés. (Ramírez vit au Costa Rica, il n'a donc pas été appréhendé).
Les détenus ont été accusés *?d'incitation à l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures, de demande d'interventions militaires, de complot avec le financement de puissances étrangères pour mener des actes de terrorisme et de déstabilisation" et de "demander, louer et applaudir l'imposition*

de sanctions à l'État du Nicaragua et à ses citoyens".
Ces personnalités de l'opposition ont été arrêtées en vertu de la loi 1055 du Nicaragua, qui a été approuvée par l'Assemblée nationale démocratiquement élue du pays en décembre 2020. Intitulée "Défense des droits du peuple à l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination pour la paix", de nombreux gouvernements du monde ont une législation similaire à cette loi nicaraguayenne, interdisant aux citoyens de fomenter un coup d'État, de trahir et de conspirer avec des nations étrangères pour attaquer leur nation.
La détention de Téllez et des dirigeants du MRS a donné lieu à une vague de dénonciations de la part des gouvernements occidentaux, des médias d'entreprise et même de certains militants et intellectuels de gauche qui avaient soutenu la révolution sandiniste dans les années 1980 mais s'en sont ensuite détournés.
Les critiques ont exploité les arrestations pour élaborer un récit déformé, accusant le gouvernement sandiniste du président Daniel Ortega et de la vice-présidente Rosario Murillo d'avoir abandonné leurs racines de gauche en arrêtant des révolutionnaires historiques.
Mais la réalité est tout autre : les participants à la tentative de coup d'État ratée, tels que Téllez et son parti MRS, ont rompu avec le sandinisme il y a des décennies et sont devenus des alliés fidèles de la droite, et des États-Unis, depuis lors.
Washington a réagi à l'arrestation par le Nicaragua de deux douzaines de leaders de l'opposition, parrainés par le gouvernement américain et auteurs du coup d'État, en imposant une nouvelle série de sanctions à la nation d'Amérique centrale et en attaquant la légitimité de ses élections du 7 novembre. L'administration du président Joseph Biden a clairement indiqué qu'elle refuserait de reconnaître les résultats du vote.
Lors d'une session spéciale d'octobre de l'Organisation des États américains (OEA), convoquée dans le seul but de condamner le Nicaragua, le gouvernement sandiniste s'est défendu contre ces accusations en déclarant : « *Dans notre pays, il n'y a pas un seul candidat détenu, pas un seul ; pas un seul innocent n'est poursuivi, pas un seul. Ceux qui font l'objet de procédures judiciaires sont des agents étrangers, clairement identifiés au sein de la masse salariale de gouvernements étrangers, qui, en utilisant les structures d'organisations privées, ont reçu des millions de dollars pour détruire, tuer, mettre en faillite l'économie et subvertir l'ordre constitutionnel.* »
Alors que les gouvernements occidentaux et les médias d'entreprise ont condamné des déclarations comme celles-ci en les qualifiant de propagande, ce que le Nicaragua a dit est correct dans les faits. Il est de notoriété publique que les personnes détenues ont reçu des millions de dollars de financement des États-Unis et des États européens et qu'elles ont ensuite utilisé cet argent pour organiser une tentative de coup d'État, violant ainsi de nombreuses lois sur les agents étrangers, le blanchiment d'argent et la trahison.
En outre, les accusations du système judiciaire nicaraguayen, qui soutient que les dirigeants du MRS arrêtés ont conspiré avec une puissance étrangère pour renverser leur gouvernement, sont confirmées par de nombreux câbles confidentiels du Département d'État américain publiés par WikiLeaks.

Image

Des câbles du département d'État révèlent que Dora María Téllez et d'autres dirigeants du MRS étaient des informateurs du gouvernement américain.

Le parti Movimiento Renovador Sandinista que Dora María Téllez a contribué à fonder a bénéficié du soutien du gouvernement américain pendant au moins 15 ans.
À l'approche des élections nationales de 2006 au Nicaragua, alors que Mme Téllez était présidente du MRS, le parti a choisi l'ancien maire de la capitale Managua, Herty Lewites, comme candidat à la présidence. Lewites ne s'est guère engagé dans une idéologie politique cohérente, mais il était charismatique et disposait d'une base de soutien.
En février de cette année-là, Lewites a rencontré l'ambassadeur américain pour un petit-déjeuner. L'ancien sandiniste voulait rassurer Washington sur le fait que, si son parti remportait les prochaines élections, il maintiendrait des relations étroites avec les États-Unis - le pays même qui avait soutenu les escadrons de la mort d'extrême droite des Contras et mené une guerre terroriste brutale contre le Nicaragua.
Lewites a fait partie du mouvement sandiniste, mais lorsque le FSLN a perdu le pouvoir en 1990, il a conclu une série d'alliances avec la droite et est devenu un homme d'affaires. Il a ensuite créé un parc aquatique et, n'ayant jamais été modeste, il lui a donné son nom : Hertylandia.
À l'approche de 2006, Lewites est un rival acharné du Front sandiniste, et préfère explicitement que la droite gagne sur Daniel Ortega pour revenir au pouvoir.

Image

L'ex candidat présidentiel du MRS Herty Lewites (à droite) avec l'oligarque Carlos Fernando Chamorro (à gauche) sur le média de propagande Esta Semana, financé par le gouvernement américain

Un câble du Département d'Etat intitulé "Herty cherche des relations cordiales, constructives et coopératives avec les Etats-Unis" a clairement montré que le candidat présidentiel du MRS était plus qu'heureux de s'allier avec Washington contre ses anciens camarades du FSLN.
« Lewites a exprimé avec enthousiasme son désir de maintenir des relations cordiales, constructives et coopératives avec les États-Unis », écrit l'ambassade avec satisfaction. Elle ajoute que, « s'il est élu, il demandera à une délégation américaine de haut niveau d'assister à son investiture afin de démontrer que les deux gouvernements seront de solides alliés. »
Lewites a dit à Washington qu'il approuvait ses attaques contre Ortega, et a insisté pour que « l'ambassadeur et les autres responsables [continuent] à frapper fort contre Ortega. »
Le candidat du MRS ne cherchait pas seulement à établir des liens étroits avec le pays qui avait envahi et occupé militairement le Nicaragua à plusieurs reprises ; il soutenait également les politiques économiques néolibérales. Le câble note avec bonheur que « Lewites a soutenu sans équivoque le CAFTA », l'accord de libre-échange d'Amérique centrale imposé à la région par l'administration de George W. Bush.
Lewites a rassuré l'ambassadeur en lui disant que sa vision idéale d'un gouvernement dirigé par le MRS au Nicaragua serait un manuel de néolibéralisme, dirigé par de "jeunes technocrates", avec des "coupes dans les dépenses publiques" et des politiques favorables aux entreprises pour attirer les "investissements étrangers". Il a promis que son "gouvernement de consensus" serait un "équilibre" centriste entre l'aile gauche et l'aile droite.
Le câble de l'ambassade a révélé que la quasi-totalité du financement de la campagne présidentielle de Lewites provenait de l'extérieur du Nicaragua, principalement de riches oligarques et sociétés du Panama, du Costa Rica, du Guatemala et du Salvador.
Il a également noté que Lewites avait rencontré un autre candidat à la présidence, Eduardo

Montealegre, un banquier multimillionnaire diplômé de Harvard, fanatiquement de droite et notoirement corrompu. Lewites et Montealegre espéraient s'unir dans une alliance anti-sandiniste pour empêcher Ortega de redevenir président.
Lewites avait d'ailleurs publiquement appelé à cette coopération avec la droite lors d'une interview en 2005 dans l'émission Esta Semana, financée par le gouvernement américain. Le candidat du MRS a admis avoir demandé à plusieurs reprises à Montealegre de passer un "accord public" avec lui afin qu'ils puissent faire passer des réformes constitutionnelles qui rendraient presque impossible le retour au pouvoir des sandinistes.

Image

Le banquier multimillionnaire de droite Eduardo Montealegre (à droite, en blanc) serrant la main du candidat présidentiel du MRS Edmundo Jarquín (au centre, en rose) et du politicien libéral Enrique Quiñónez (à gauche, en rouge), avec du matériel de campagne pour Herty Lewites en arrière-plan.

« *Remarquant qu'il ne sera pas contrarié si Montealegre remporte les élections parce qu'il sait que Montealegre fera également avancer la nation, Lewites a fait valoir que les deux ont besoin l'un de l'autre », a écrit l'ambassade américaine après sa rencontre de février 2006. « Il pense qu'à eux deux, ils peuvent obtenir les 56 sièges de l'Assemblée nationale nécessaires aux réformes constitutionnelles indispensables. Lewites espère signer une sorte d'engagement préélectoral avec Montealegre, acceptant de travailler ensemble si l'un des deux remporte la présidence.* »
L'appel de Lewites à un pacte avec Montealegre était hautement hypocrite, car le MRS n'avait cessé de critiquer, et de capitaliser, sur un accord à court terme que le Front sandiniste d'Ortega avait conclu avec l'ancien président libéral Arnoldo Aléman, connu sous le nom de "pacto", afin de réécrire la loi électorale pour permettre aux candidats à la présidence de gagner au premier tour s'ils avaient plus de 35% des voix.

Mais ce n'était que le premier exemple d'une longue série d'alliances ouvertes entre le parti MRS et Montealegre, l'un des oligarques de droite les plus tristement célèbres du Nicaragua.
Lewites est mort subitement d'une crise cardiaque en juillet 2006. Son candidat à la vice-présidence, Edmundo Jarquín, est devenu le nouveau candidat présidentiel du MRS lors des élections de novembre, mais il n'a finalement obtenu que 6 % des voix.
À partir de ce moment-là, le MRS a continué à se déplacer de plus en plus vers la droite. Et les dirigeants du parti collaborent de plus en plus étroitement avec les États-Unis.

Image

Un câble du département d'État de septembre 2006, intitulé "MRS : 'Nous voulons faire tomber Ortega'", est l'un des exemples les plus clairs du soutien du gouvernement américain au parti sandiniste Mouvement de rénovation.
Le document révèle qu'après la mort de Herty Lewites, son neveu Israel Lewites, le porte-parole du parti MRS, a rencontré le conseiller politique de l'ambassade et a réitéré sa demande de soutien de Washington.
« *Le MRS est la seule option viable pour les élections de 2006* », a insisté Israel Lewites.
Désespérant de conserver le soutien des Etats-Unis, Lewites a souligné que le MRS ne reviendrait jamais à un FSLN contrôlé par Ortega.
A son tour, le "*conseiller de l'ambassade a réitéré la position de l'USG [gouvernement étasunien] selon laquelle le MRS est une option viable et constructive, avec laquelle les États-Unis maintiendraient de bonnes relations.*"

Image

Israel Lewites « *a tenu à mentionner au responsable politique [de l'ambassade] qu'il avait étudié aux États-Unis (à l'Université du Texas à Arlington), qu'il croit au "rêve américain" et qu'il soutient le capitalisme responsable - puisque cela lui a si clairement profité* », écrit heureusement l'ambassade. Le porte-parole du MRS a toutefois reconnu que le candidat présidentiel du parti, Jarquín, avait du mal à s'imposer. (Le câble notait, par exemple, que « *Jarquin a exprimé son soutien à la légalisation des avortements volontaires, une procédure à laquelle s'oppose une grande majorité de Nicaraguayens* »).
Mais Washington voyait toujours clairement le MRS comme utile dans sa croisade contre Ortega : « *Bien que les sondages actuels montrent Jarquin en troisième position, si le MRS peut détourner des voix du FSLN et recueillir une partie du vote indécis, il reste une option viable - et pourrait être la clé pour empêcher une victoire d'Ortega* », espérait l'ambassade.

Image

Le document révèle également que l'Institut Républicain international (IRI) du gouvernement américain, un organisme apparenté à la National Endowment for Democracy, une filiale de la CIA, a formé environ 30 % des observateurs du parti MRS pour les élections de 2006. (L'IRI a été utilisé pour financer des coups d'État et des opérations de changement de régime en Amérique latine et dans le monde, ciblant des dirigeants élus de gauche comme le président haïtien Jean-Bertrand Aristide).
Le département d'État a manifestement considéré que ce câble sur le MRS était très précieux, car il l'a transmis à la CIA, à la DIA, au Conseil national de sécurité, au secrétaire d'État et à l'ambassade des États-Unis au Venezuela.
Mais ce n'est qu'un câble parmi une douzaine d'autres qui montrent comment les États-Unis ont collaboré avec les dirigeants du parti MRS du Nicaragua pour déstabiliser le gouvernement sandiniste du président Ortega.

Image

En novembre 2006, Dora María Téllez a également rencontré des diplomates américains. C'était la veille des élections, et elle craignait que le Front sandiniste ne revienne au pouvoir.
Un câble classifié du département d'État, intitulé "Dora María Téllez s'inquiète de la fraude et d'un éventuel gouvernement du FSLN", révèle que l'ancienne révolutionnaire conspirait avec l'ambassade des États-Unis au Nicaragua pour tenter d'empêcher le Front sandiniste de revenir au pouvoir lors des élections de ce mois-là.
À l'époque, Téllez était présidente du Movimiento Renovador Sandinista et candidate à la députation à l'Assemblée nationale.
Lors de son rendez-vous avec les responsables et conseillers politique de l'ambassade des États Unis Téllez a été rejoint par Israel Lewites, le porte-parole du MRS.
« *Tellez a souvent critiqué par le passé les politiques américaines, mais a montré une ouverture apparente pour discuter des problèmes avec les responsables de l'ambassade et pour poursuivre de futures réunions* », a écrit le département d'État après l'engagement.
Il a ajouté que Téllez « *a dit aux responsables de l'ambassade qu'elle serait intéressée à encourager le dialogue entre les membres du MRS et les États-Unis* ».
Tellez, qui dit avoir un cousin aux États-Unis et un neveu qui combat en Irak, a déclaré qu'elle n'avait pas de problème avec les États-Unis, mais qu'elle pensait que les Nicaraguayens manipulaient souvent les Américains pour qu'ils fassent "leur sale boulot".
Au cours de la réunion, Téllez a fourni à l'ambassade américaine des renseignements sur le

fonctionnement interne des partis politiques nicaraguayens et a accusé le Front sandiniste de prévoir de remporter les élections grâce à une supposée “fraude".

Image

Ce câble du département d'État a été classifié par l'ambassadeur de l'administration George W. Bush au Nicaragua, Paul A. Trivelli, qui a contribué à diriger une opération d'ingérence à grande échelle dans le but de faire basculer les élections de 2006 contre Daniel Ortega.

Trivelli a menacé de déstabiliser le Nicaragua en cas de victoire d'Ortega. L'ambassade américaine a utilisé des centaines de millions de dollars de l'USAID comme levier pour essentiellement soudoyer les gens afin qu'ils votent contre le FSLN, tout en exerçant une forte pression sur les partis anti-sandinistes pour qu'ils s'unissent contre Ortega.

Malgré la campagne d'intervention américaine, Ortega et le Front sandiniste ont remporté les élections de 2006, tandis que le candidat présidentiel du MRS de Téllez, Edmundo Jarquín, a obtenu à peine 6 % des voix. (Lors des élections suivantes, la base de soutien du MRS s'est encore réduite davantage).

Après la victoire d'Ortega, les dossiers publiés par WikiLeaks montrent comment Téllez a poursuivi son rôle d'informateur pour Washington, lui fournissant des informations sensibles dans le but de déstabiliser le nouveau gouvernement sandiniste.

Un autre câble du département d'État, classifié par l'ambassadeur Trivelli en janvier 2007, montre

que Téllez et les dirigeants du MRS ont rencontré l'ambassade pour une réunion "cocktail" qui était "détendue et cordiale."

Image

Intitulé "Le MRS perd son statut de caucus mais reste le groupe d'opposition le plus bruyant", le document révèle que Mme Téllez a été rejointe lors de la réunion avec les agents américains de l'ambassade par le candidat malheureux du MRS à la présidence, Jarquín, le membre de l'Assemblée nationale Enrique Saenz et le cofondateur du parti Luis Carrion.
Il est intéressant de noter que l'ambassade des États-Unis a choisi de rencontrer ces dirigeants du MRS lors d'un cocktail, soulignant ainsi leur appartenance commune à l'élite.
Carrion est le fils d'un riche banquier issu d'une famille puissante, et Saenz a longtemps travaillé dans le secteur des ONG étrangères, pour l'Union européenne et les Nations unies.
Jarquin est marié à l'oligarque Claudia Chamorro Barrios (une fille de l'ex présidente de droite Violeta Barrios de Chamorro, soutenue par les États-Unis). Il a travaillé pendant plus de dix ans à la Banque interaméricaine de développement (BID) néolibérale à Washington, DC, après la perte du pouvoir par les Sandinistes en 1990.
L'origine élitiste de ces dirigeants du MRS reflète clairement la base du parti, qui, à l'époque et encore aujourd'hui, est composée de Nicaraguayens de la classe moyenne supérieure et de la classe supérieure, très instruits, parlant couramment l'anglais, ayant la possibilité de voyager et d'occuper des emplois lucratifs (payés en dollars) dans le complexe industriel à but non lucratif, le monde universitaire et les médias.
Le Front sandiniste, en revanche, est toujours resté fermement associé aux Nicaraguayens pauvres et de la classe ouvrière, avec sa base dans les barrios appauvris où les résidents n'avaient même pas de routes pavées à l'époque néolibérale 1990-2007, et dans les zones rurales où les gens n'avaient ni électricité ni eau potable.
En fait, l'opposition anti-sandiniste est connue pour se moquer de l'origine sociale des partisans du FSLN, prétendant que les militants de la Jeunesse Sandiniste sont sans éducation et les rabaissant

parce qu'ils ne sont pas capables de prononcer correctement les mots anglais.
Lors d'un cocktail amical avec l'ambassade américaine en 2007, les dirigeants du MRS ont fourni aux diplomates étrangers des informations sensibles sur les rouages de la politique nicaraguayenne.
Le document WikiLeaks montre que Téllez a fourni à Washington des renseignements sur le commissaire et le chef de la police du pays.
Pourtant, ces deux réunions ne sont pas les seules occasions où des représentants du parti nicaraguayen MRS ont rencontré et conspiré avec le gouvernement américain. La relation confortable s'est poursuivie bien au-delà.

Image

Un câble du gouvernement américain datant d'avril 2007, intitulé " MRS focused on legislative agenda, municipal elections ", révèle que les députés du parti à l'Assemblée nationale, Enrique Saenz et Hugo Torres, ainsi que le suppléant de Torres, Victor Hugo Tinoco, avaient rencontré en mars le responsable politique de l'ambassade, ainsi que des analystes du Bureau of Intelligence and Research (INR), l'agence de renseignement du Département d'État américain.
Les dirigeants du MRS ont donné aux diplomates étrangers des informations sur le gouvernement sandiniste nouvellement élu et sur les plans du MRS pour le miner, qu'ils considéraient comme un "projet autoritaire".
« *Torres a fourni aux représentants du gouvernement américain des renseignements sur l'armée nicaraguayenne, qu'il espérait pouvoir utiliser pour saper le président élu.*
Torres a déclaré qu'il avait de l'espoir pour l'avenir de l'armée », écrit l'ambassade. «*Omar*

Halleslevens, chef de l'armée nicaraguayenne, et Torres étaient camarades de classe et Torres le respecte. Il croit qu'Halleslevens sera capable de tenir tête à Ortega. »
Saenz, l'autre législateur du MRS, a rassuré l'ambassade « *que les Nicaraguayens reconnaissent l'importance de la relation avec les États-Unis.* »
La collaboration de Torres avec le gouvernement américain s'est poursuivie pendant des années. Un autre câble du département d'État datant de juillet 2008 montre que Torres fournit à Washington une analyse détaillée du fonctionnement interne du gouvernement sandiniste.
En juin 2021, Torres et Tinoco ont été arrêtés pour avoir conspiré avec des puissances étrangères et avoir reçu des fonds de celles-ci pour déstabiliser le gouvernement, en violation de la loi 1055 sur la souveraineté.
Alors que Washington a affirmé que les accusations étaient sans fondement et politiquement motivées, les câbles classifiés du département d'État, publiés par WikiLeaks, racontent une histoire totalement différente.

Image

Sergio Ramírez, le fondateur du MRS, s'exprimant au Centre Culturel Nicaraguayen-Nordaméricain , un organisme soutenu par le gouvernement américain, en 2016

Le dirigeant fondateur du MRS, Sergio Ramírez, a servi d'informateur de l'ambassade américaine pendant des décennies

La collaboration de Washington avec les dirigeants du MRS remonte jusqu'au président fondateur du parti, Sergio Ramírez Mercado, qui a en fait servi d'informateur du gouvernement américain pendant

des décennies.
Ramírez avait été un membre de l'élite de l'intelligentsia nicaraguayenne sous la dictature d'Anastasio Somoza, soutenue par les États-Unis. Bien qu'il n'ait joué aucun rôle dans la lutte armée, il a soutenu la révolution sandiniste et, en guise de symbole de conciliation, a été choisi comme vice-président d'Ortega de 1985 jusqu'à la perte du pouvoir par les sandinistes en 1990.
Comme de nombreux autres Nicaraguayens fortunés qui avaient rejoint le Front sandiniste par opportunisme, Ramírez a pris un virage à droite dans les années 1990. Lui et Dora María Téllez, entre autres, ont créé le MRS, une faction de droite qui s'est séparée du FSLN en 1995.
Ramírez a dirigé le parti jusqu'à ce que Téllez prenne la relève, de 1998 à 2007. Il a été le premier candidat du MRS à l'élection présidentielle de 1996, mais n'a obtenu qu'environ 1 % des voix.
Bien qu'il n'ait été à la tête du MRS que pendant trois ans, le parti était si étroitement associé à Ramírez - et son importance était si notoire - que les Nicaraguayens plaisantent en disant qu'il lui a donné son nom : MRS est l'inversion de ses initiales, SRM.
Pratiquement aucun Nicaraguayen moyen de la classe ouvrière ne soutenait Ramírez et son MRS. Cependant, il avait l'oreille du gouvernement américain - et les documents internes publiés par WikiLeaks montrent qu'il a servi d'informateur du gouvernement américain depuis au moins 1978.

Image

En janvier 2007, quelques jours seulement après le retour au pouvoir du président Ortega, Sergio Ramirez a rencontré l'ambassadeur des États-Unis, Trivelli, pour un tête-à-tête amical.
Un câble classifié du Département d'Etat intitulé "Ex-VP sandiniste Sergio Ramirez : Les actions récentes d'Ortega ne sont pas de bon augure pour le Nicaragua" montre que Ramirez a fourni à l'ambassadeur américain de précieux renseignements sur les choix du cabinet d'Ortega et sur les relations du président nouvellement élu avec l'armée et la police.
« *Ramirez a fait l'éloge de l'approche du gouvernement étasunien à l'égard du président Ortega, peut-on lire avec satisfaction dans le document.* »
Le rendez-vous du leader du MRS avec l'ambassadeur visait aussi, semble-t-il, à renforcer la pression financière de Washington sur Managua. Le rapport raconte que "Ramirez a noté le rôle important des donateurs internationaux, qui doivent demander des comptes à Ortega". Il a souligné l'influence que l'aide économique de l'Union européenne au Nicaragua avait acquise au cours de la période néolibérale, et a déclaré que l'UE et un certain nombre de pays membres devraient lier leur aide à des revendications politiques.
Au cours de la réunion, M. Ramírez a affiché ses couleurs de droite, attaquant le gouvernement démocratiquement élu du président vénézuélien Hugo Chávez et affirmant que ce dernier était un marionnettiste secret qui "mène la barque" au Nicaragua.
Dans la même veine, Ramírez a diabolisé la Chine, l'Iran et Cuba, montrant ainsi clairement qu'il était fermement du côté des États-Unis.
Le câble de l'ambassade ajoutait avec plaisir qu'avant les élections de 2006, Ramírez avait publiquement appelé les Nicaraguayens à voter pour le candidat néolibéral Eduardo Montealegre, le banquier multimillionnaire corrompu de droite. Ce n'était qu'un épisode de la longue relation entre le MRS et Montealegre.

Image

En mai 2007, l'ambassadeur des États-Unis au Nicaragua a organisé un dîner visant à unifier l'opposition, dans le but de battre le Front sandiniste aux élections municipales de 2008. M. Trivelli a invité le banquier Montealegre, l'ancien candidat à la présidence du MRS, Edmundo Jarquín, et Sergio Ramírez, entre autres.

Un câble anciennement classifié révèle les plans de Washington pour élaborer "la recette du succès de l'opposition : Une alliance Montealegre-Jarquin-Rizo". Le document montre que, lors du « dîner organisé par l'ambassadeur le 3 mai, Montealegre et Jarquin ont discuté de l'unité de l'opposition avec cinq éminents analystes politiques nicaraguayens et des fonctionnaires de l'ambassade ». Ramírez était l'un de ces cinq experts influents. Il a dîné aux côtés du conseiller politique et du chef de mission adjoint de l'ambassade américaine, ainsi que de personnalités des mouvements conservateur et libéral du Nicaragua.

Ensemble, les leaders de l'opposition anti-sandiniste ont conspiré de manière flagrante avec le gouvernement américain, complotant des moyens d'affaiblir et finalement de renverser l'administration démocratiquement élue du président Ortega.

Lors du dîner, Jarquin, vétéran du MRS, s'est plaint aux diplomates américains qu'Ortega avait « une aversion viscérale pour les économies de marché et une aversion profondément ancrée pour les États-Unis ».

Un autre document de WikiLeaks datant de 2008 évoque un voyage que le directeur du bureau du département d'État américain pour les affaires d'Amérique centrale, John Feeley, a effectué au Nicaragua en mars de cette année-là. Feeley a rencontré Ramírez, qui a déclaré « soutenir la politique d'engagement général du gouvernement américain au Nicaragua. » (Le câble déplore également que « *les partenaires de l'USAID en matière de démocratie ont averti qu'une société civile divisée et affaiblie est incapable de monter une opposition organisée à Ortega* »).

Image

Ces rencontres en 2007 et 2008 étaient loin d'être la première fois que Sergio Ramírez servait d'informateur du gouvernement américain. En octobre 1978, à la veille de la révolution sandiniste, il fournissait déjà des informations privilégiées à Washington.

Un câble du département d'État de cette année-là montre que Ramírez avait rencontré l'ambassade américaine et lui avait fourni des renseignements sur l'opposition anti-Somoza.

Ramírez était "ouvert et amical", se souvient l'ambassade. Elle soulignait qu'il était plus que disposé à faire des compromis avec "des éléments plus modérés."

« *Nous prévoyons de poursuivre nos contacts directs avec Ramirez* », indique le câble.

Le rôle de Ramirez en tant qu'informateur du gouvernement américain s'est effectivement poursuivi à partir de là. En août 1979, un mois seulement après le triomphe de la révolution sandiniste, Ramírez retrouve l'ambassadeur américain, Lawrence Pezzullo, et lui fournit des renseignements sur le nouveau gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, en mettant l'accent sur ses débats internes de politique étrangère et sa stratégie d'éducation.

En novembre de la même année, le prétendu révolutionnaire a rencontré le personnel de l'ambassade et Dante Fascell, membre du Congrès de Floride. Ramírez a rassuré Washington en affirmant que le gouvernement sandiniste ne menacerait pas le secteur privé et a appelé à la relance des exportations vers les États-Unis.

Ramírez était également plus qu'heureux de jeter le mouvement de Fidel Castro sous le bus, insistant sur le fait que « *le Nicaragua n'a aucune intention de devenir un nouveau Cuba, et est, en effet, un peu irrité par cette fausse accusation* », a rappelé l'ambassade.

Ces documents montrent clairement que Ramírez - le président fondateur du parti MRS - n'a jamais été véritablement attaché à l'idéologie socialiste et anti-impérialiste du Front sandiniste. Au lieu de cela, il a rejoint de manière opportuniste le mouvement sandiniste lorsqu'il était ascendant ; et lorsqu'il a perdu le pouvoir, il l'a rapidement abandonné.

En septembre 2021, le Nicaragua ordonne l'arrestation de Ramírez, l'accusant de conspirer avec des

gouvernements étrangers pour déstabiliser le pays. Le gouvernement américain, reconnaissant pour les renseignements qu'il lui avait fournis pendant si longtemps, a immédiatement manifesté son soutien à Ramírez, tout comme l'Espagne, l'ancien colonisateur du Nicaragua.
Ramírez n'a subi aucune conséquence pour ses décennies de collaboration avec l'ambassade américaine, étant donné qu'il vit au Costa Rica, un atout majeur des États-Unis dans la guerre hybride contre le Nicaragua. Mais le riche auteur nicaraguayen a profité des accusations portées contre lui pour devenir une figure régulière des médias occidentaux, apparaissant fréquemment sur des chaînes allant de CNN à la BBC pour diaboliser le gouvernement sandiniste du Nicaragua.

Les dirigeants du MRS font pression sur les néoconservateurs à Washington pour que les États-Unis s'ingèrent davantage au Nicaragua.

Bien que le Movimiento Renovador Sandinista n'ait jamais été en mesure d'obtenir plus de quelques pour cent des voix aux élections nationales, il exerce une influence considérable dans le secteur à but non lucratif, le milieu universitaire et les médias, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Nicaragua.
Cela s'explique en grande partie par le fait que les dirigeants du MRS sont majoritairement issus de milieux riches et privilégiés et que, s'ils ne parviennent pas à entrer en contact avec les Nicaraguayens pauvres et de la classe ouvrière, ils sont plus à l'aise pour côtoyer les politiciens, les groupes de réflexion, les décideurs et les experts des médias du Nord.
De nombreux dirigeants du MRS dirigent des ONG et des médias financés par le gouvernement américain, via le National Endowment for Democracy (NED) et/ou USAID.
Une étude de cas de ces dirigeants du MRS qui sont cultivés par les institutions occidentales d'élite et transformés en fidèles fantassins néolibéraux est Ana Margarita Vijil Gurdian, qui a été présidente du MRS de 2012 à 2017.
Vijil, qui est la compagne sentimentale de longue date de Dora María Téllez, a bénéficié d'une vie de luxe dans la jet-set, alors que la grande majorité des Nicaraguayens gagnent très peu d'argent et ne pourraient jamais se permettre de prendre l'avion en dehors du pays.
Après avoir obtenu son diplôme de l'université privée la plus prestigieuse du Nicaragua, l'Universidad Centroamericana (UCA), Vijil s'est installée aux Pays-Bas, où elle a travaillé à La Haye, au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), notoirement corrompue, dont de nombreux lanceurs d'alerte ont révélé qu'elle était essentiellement un outil utilisé par les gouvernements occidentaux pour attaquer des pays indépendants comme la Syrie.
Vijil a ensuite obtenu une bourse Fulbright du département d'État américain, qu'elle a utilisée pour obtenir une maîtrise en sciences politiques en Arizona.
Après avoir terminé ses études financées par le gouvernement américain aux États-Unis, Vijil est retournée au Nicaragua pour tenter d'entrer en politique en tant que militante antisandiniste acharnée. Elle a rapidement gravi les échelons jusqu'à devenir présidente du MRS, poste autrefois occupé par son mentor et compagne sentimentale Téllez.
En sa qualité de présidente du MRS, en 2016, Vigil est retournée aux États-Unis pour faire pression en faveur du soutien de Washington au changement de régime au Nicaragua. Là, Vigil a rencontré la députée néoconservatrice de Floride Ileana Ros-Lehtinen, l'ancienne représentante des éléments de droite dure anti-Cuba et anti-Venezuela à Miami.
L'activiste nicaraguayenne de droite Violeta Granera, conservatrice invétérée et ancienne fonctionnaire de la Banque mondiale, issue d'une famille puissante qui a fortement soutenu la dictature d'Anastasio Somoza, s'est jointe à Vigil lors de la réunion avec Ros-Lehtinen.
Granera est un défenseur acharné du chef de la droite dure de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, qui a supervisé un coup d'État militaire contre le gouvernement socialiste démocratiquement élu de Bolivie en 2019, dirigé par des extrémistes fascistes.
En juin 2021, le gouvernement nicaraguayen a placé en détention Téllez, Vigil et Granera, tous accusés de conspirer avec des gouvernements étrangers pour déstabiliser le pays.

Alors que les arrestations des dirigeants du MRS et d'autres éminents putschistes ont été condamnées avec véhémence par les gouvernements occidentaux et les médias corporatifs étrangers, de nombreux Nicaraguayens qui ont survécu à la tentative de putsch sanglante de 2018 que ces dirigeants de l'opposition ont orchestrée ont en fait été soulagés.

Les membres des familles et les amis des victimes du coup d'État, dont les proches ont été pris pour cible, torturés, voire tués par les putschistes soutenus par les États-Unis, ont tenu les détenus pour responsables.

Un agent de sécurité de la mairie de la ville de Masaya, Reynaldo Urbina Cuadra, a été enlevé et brutalement torturé par des extrémistes antisandinistes lors de la tentative de coup d'État de 2018 parrainée par les États-Unis. Il a été si gravement blessé qu'il a failli mourir, et a perdu son bras gauche.

Urbina a déposé une plainte officielle auprès de l'État, accusant Miguel Mora, un soi disant spécialiste des médias, radicalement d'extrême droite, travaillant au média *100% Noticias*, financé par le gouvernement américain, de porter la responsabilité de l'incitation à la violence contre lui et ses collègues au bureau du maire.

Mora a été placé en détention par le gouvernement nicaraguayen en juin 2021, dans un geste largement dénoncé par les capitales occidentales.

Image

Reynaldo Urbina Cuadra, un agent de sécurité de la mairie de Masaya qui a été torturé par des extrémistes lors de la tentative de coup d'État de 2018 soutenue par les États-Unis, ce qui lui a fait perdre l'usage de son bras gauche

Dans une interview accordée à *The Grayzone*, Urbina a félicité le gouvernement nicaraguayen pour l'arrestation de Mora. "*C'est le début de la justice*", a-t-il déclaré. "*Mais rien ne peut ramener ce que ces terroristes m'ont pris*".
Les commentaires d'Urbina sur l'arrestation par le gouvernement sandiniste d'environ deux douzaines de leaders de l'opposition en 2021, tous profondément impliqués dans la violente tentative de coup d'État, sont souvent entendus répétés dans les communautés de la classe ouvrière au Nicaragua.
Alors que les gouvernements du Nord global et les médias traditionnels ont exploité les arrestations pour dépeindre le président Ortega comme autoritaire, les détentions ont été très populaires dans les barrios pauvres et modestes, où les Nicaraguayens qui ont survécu à la terreur des putschistes considèrent les leaders de l'opposition comme des criminels fomentant un coup d'État qui auraient dû être derrière les barreaux bien avant 2021.

Les origines du MRS dans les contradictions de classe de la révolution sandiniste

Le rôle clé du MRS dans la sanglante tentative de coup d'État de 2018 au Nicaragua a rendu l'alliance flagrante du parti avec la droite nicaraguayenne totalement indéniable.
Mais bien que le MRS se soit auparavant présenté comme un parti social-démocrate de centre-gauche, ses racines historiques ont toujours été dans la droite politique.
Les critiques autoproclamés "de gauche" du Front sandiniste et du président Ortega - dont beaucoup vivent hors du Nicaragua et n'ont pas suivi de près sa politique interne depuis le début de l'ère néolibérale en 1990 - font souvent référence au passé révolutionnaire de certains anciens dirigeants du MRS pour tenter de dépeindre le parti comme le véritable porte-flambeau du sandinisme.
Mais ce passé révolutionnaire a été directement contredit par des décennies d'activités ouvertement de droite.
À première vue, l'histoire de Dora María Téllez en particulier semble convaincante. En août 1978, alors qu'elle n'avait que 22 ans, Téllez a été le troisième commandant d'une opération majeure au cours de laquelle le Front sandiniste a pris le Palais national dans la capitale Managua, ce qui lui a valu le nom de guerre de "Comandante Dos" (commandant deux).
Mais comment Téllez s'est transformé de jeune révolutionnaire en informateur de l'ambassade américaine allié à la droite putschiste est un processus qui reflète les contradictions politiques présentes dans la révolution sandiniste depuis ses débuts.
En juillet 1979, après des années de lutte, les révolutionnaires sandinistes ont renversé la dictature du général Anastasio Somoza, soutenue par les États-Unis, dont la dynastie familiale avait dirigé le pays pendant des décennies.
Mais d'une certaine manière, il était plus facile de renverser Somoza que de gouverner. Lorsqu'il dirigeait le pays d'une main de fer, il était facile d'unir les forces d'opposition contre Somoza, issues d'un large éventail d'intérêts de classe.
La révolution sandiniste a bénéficié d'un large soutien de plusieurs classes, et pas seulement des Nicaraguayens pauvres et ouvriers. D'importantes sections de la classe moyenne et même une partie de la classe supérieure avaient perdu confiance dans la dictature de Somoza.
Somoza avait mené des politiques économiques rétrogrades qui servaient les intérêts de classe des élites riches, mais son régime était de plus en plus décadent, corrompu et incompétent, et pensait que la solution à tous les problèmes était davantage de violence et de répression. Ce n'était qu'une question de temps avant qu'une explosion sociale ne se produise.
La plupart des fondateurs et des dirigeants du MRS étaient issus de la confortable classe moyenne

supérieure des Nicaraguayens qui s'opposaient à Somoza et soutenaient initialement la révolution. Beaucoup étaient également très jeunes. Téllez était étudiante en médecine lorsqu'elle a rejoint le Front sandiniste en tant qu'activiste, et au moment de la victoire de la révolution, elle n'avait que 23 ans.
Téllez a travaillé avec le Front sandiniste pendant seulement 15 ans, avant de devenir l'une de ses plus farouches opposantes, passant les 27 dernières années à s'organiser contre lui. Son temps en tant que militante sandiniste est donc largement dépassé par son temps en tant qu'informatrice de l'ambassade américaine et alliée de la droite nicaraguayenne.

Image

Dora María Téllez (portant le béret noir) à Leon, Nicaragua en 1979

Renverser un dictateur impopulaire n'est pas aussi difficile que de gouverner un pays attaqué par l'hégémon du monde. Et des contradictions politiques internes sont rapidement apparues dans les années 1980.
L'oligarque de droite Violeta Barrios de Chamorro, qui représentait les éléments de la classe supérieure qui s'étaient opposés à Somoza, s'est rapidement retourné contre la révolution sandiniste au début de 1980.
Le gouvernement américain a alors lancé une guerre terroriste contre le Nicaragua, la CIA versant des millions de dollars pour armer et entraîner des escadrons de la mort d'extrême droite, connus sous le nom de Contras, qui ont massacré des civils, assassiné des dirigeants sandinistes, des juges, des policiers et des fonctionnaires, et brûlé des hôpitaux, des écoles et des bâtiments publics. Washington a également imposé un blocus dévastateur - et internationalement illégal - qui a paralysé l'économie de la nation appauvrie d'Amérique centrale. L'objectif des États-Unis était de terroriser la population nicaraguayenne pour la soumettre, de renverser les Sandinistes et d'installer un régime

néolibéral docile.
Face à cet assaut incessant de l'empire le plus puissant de la planète, le gouvernement sandiniste du Nicaragua a perdu le soutien de la classe moyenne qui avait autrefois soutenu le soulèvement contre Somoza.
Washington a recruté les riches élites nicaraguayennes et la classe moyenne désenchantée, et a finalement réussi à briser les Sandinistes. Le FSLN a remporté les élections de 1984 par une victoire écrasante, mais à la fin de la décennie, de nombreux Nicaraguayens étaient épuisés par la guerre menée par les États-Unis et la dépression économique.
En 1990, les sandinistes ont perdu les élections au profit de Violeta Chamorro, oligarque de droite issue de l'une des familles les plus puissantes du Nicaragua, dont la campagne présidentielle avait été créée, conseillée et financée à coups de millions de dollars par le gouvernement américain.
Ainsi, le Front sandiniste est passé du statut de parti de gouvernement à celui d'opposition politique. Et des fissures ont rapidement commencé à apparaître.

Les fondateurs du MRS mènent la scission de l'aile droite du Front sandiniste

Dans les années 1990, les révolutionnaires ont assisté au renversement des mouvements de gauche dans le monde entier, avec des coups d'État dans l'ancienne Union soviétique et des "révolutions de couleur" néolibérales soutenues par les États-Unis dans ses anciennes républiques.
Compte tenu du contexte national et international de contre-révolution, le Front sandiniste était en proie à une série de graves débats internes.
Deux factions principales ont émergé au sein du FSLN : d'un côté, la faction de gauche fidèle à la révolution, appelée *principistas*, qui était davantage composée de militants de la classe ouvrière proches des syndicats, qui cherchaient une approche conflictuelle contre le gouvernement néolibéral du président Chamorro, soutenu par les États-Unis, et qui restaient attachés au socialisme et à l'anti-impérialisme, malgré la fin de la guerre froide. Les principistas étaient dirigés par Daniel Ortega.
De l'autre côté se trouvait la faction de droite, les *renovadore*s. Ils recherchent le dialogue avec les autres partis politiques néolibéraux et une stratégie plus conciliante avec Chamorro, et veulent faire du Front sandiniste un parti social-démocrate modéré, sur le modèle du centre-gauche européen.
Les *renovadores* étaient dirigés par Sergio Ramírez, avec d'autres membres éminents comme Dora María Téllez et Luis Carrión Cruz. Ils diabolisent les *principistas* révolutionnaires dirigés par Ortega en les qualifiant de marxistes-léninistes "archaïques" et "obsolètes".
Lors d'une réunion du "Congrès extraordinaire" en 1994, le FSLN a organisé un vote interne, et les *renovadores* ont été battus. Certains de leurs principaux partisans ont alors quitté le parti en signe de protestation, notamment le poète Ernesto Cardenal et l'écrivain Gioconda Belli.
Ces membres de la faction de droite du front ont ensuite publié une lettre ouverte intitulée "Pour un Sandinisme qui revient aux majorités" ("Por un Sandinismo que vuelva a las Mayorías").
Cette lettre, qui deviendra essentiellement le document fondateur du MRS, a été signée par toutes les grandes figures de ce qui sera bientôt le nouveau parti, représentant le Who's Who des leaders de l'opposition anti-sandiniste :

- Dora María Téllez
- Sergio Ramírez Mercado, un riche écrivain
- Luis Carrión Cruz, un riche activiste issu d'une famille de banquiers oligarques
- Carlos Fernando Chamorro, un magnat des médias issu de la dynastie la plus puissante du Nicaragua, qui dirige d'importants médias anti-sandinistes financés par le gouvernement américain.
- Xavier Chamorro Cardenal, un autre oligarque des médias qui dirigeait le journal antisandiniste El Nuevo Diario.
- Claudia Chamorro Barrios, un autre membre de la dynastie Chamorro.
- Carlos Mejía Godoy, un musicien de premier plan.
- Ernesto Cardenal, prêtre catholique et poète renommé

- Gioconda Belli, romancière issue d'une riche famille nicaraguayenne, qui a travaillé auparavant comme cadre chez Pepsi-Cola.
- Oscar René Vargas, un universitaire qui a appelé à une invasion militaire américaine et à un coup d'État sanglant au Nicaragua.
- Sofía Montenegro, une féministe libérale qui dirige des ONG financées par le gouvernement américain.

Il convient de noter que presque toutes ces personnalités étaient issues de familles aisées, et que nombre d'entre elles avaient fait leurs études aux États-Unis et parlaient anglais.

Ils représentaient les factions de la classe supérieure, de la classe moyenne supérieure et de la bourgeoisie qui avaient soutenu le Sandinisme dans les années 1980, et dont beaucoup avaient bénéficié de positions gouvernementales confortables en tant que ministres ou conseillers, mais qui se sont retournés contre le mouvement lorsqu'il a perdu le pouvoir dans les années 1990.

Ces élites nicaraguayennes avaient volontiers travaillé au sein du gouvernement lorsqu'elles avaient l'occasion de goûter au pouvoir, mais lorsque le FSLN est entré dans l'opposition et qu'elles ont dû faire le dur travail d'organisation avec la classe ouvrière, la plupart ont quitté le pays pour le Nord global, et elles ont rapidement dérivé vers la droite.

En 1995, d'autres figures de la faction renovadores ont démissionné du FSLN et ont officiellement formé un parti distinct : le Mouvement de rénovation sandiniste (Movimiento Renovador Sandinista, ou MRS).

À l'époque, il était évident que le MRS était une scission de droite du front. Cela se reflète clairement dans le document fondateur du parti, "Pour un sandinisme qui revient aux majorités".

Dans la lettre ouverte, les dirigeants du MRS ont intentionnellement omis toute référence au socialisme ou à l'anti-impérialisme. Aucun de ces mots n'est mentionné. Au lieu de cela, le document exprime uniquement une opposition au "néolibéralisme".

En outre, la lettre de fondation du MRS indique clairement que les dirigeants du nouveau parti souhaitent se réconcilier avec l'impérialisme américain, en déclarant explicitement : « *Nos relations avec les États-Unis doivent être marquées par le respect mutuel.* »

Pour comprendre les divisions idéologiques et l'histoire qui ont finalement conduit à la scission, The Grayzone a interviewé un dirigeant éminent du FSLN, Carlos Fonseca Terán, fils du fondateur du front et membre éminent de l'aile gauche révolutionnaire du parti.

Fonseca Terán a expliqué que les nombreux débats qui ont eu lieu au sein du Front sandiniste lorsque celui-ci est entré dans l'opposition dans les années 1990 se résumaient à quatre questions fondamentales :

1. Le socialisme

- les *renovadores*, qui sont devenus le MRS, voulaient retirer le socialisme de la mission du FSLN
- les *principistas*, menés par Ortega, étaient attachés au socialisme.

2. La lutte populaire

- les *renovadores* étaient opposés à toute forme de violence de la part de la classe ouvrière, y compris les paysans qui tentaient de défendre leurs terres contre les prises de contrôle violentes par les propriétaires terriens et les entreprises, ou les travailleurs qui menaient une lutte militante contre les entreprises.
- les *principistas* ne veulent pas reprendre la lutte armée, mais soutiennent le droit des travailleurs nicaraguayens à se défendre.

3. Anti-impérialisme

- les *renovadores* voulaient abandonner l'anti-impérialisme et rechercher de bonnes relations avec les États-Unis.
- les *principistas* sont fermement engagés dans l'anti-impérialisme avant tout.

4. Le caractère d'avant-garde

- les *renovadores* considèrent que le modèle d'avant-garde est dépassé et veulent s'inspirer des partis sociaux-démocrates européens.

- les *principistas* continuaient à considérer le FSLN comme le parti d'avant-garde qui dirigerait la classe ouvrière dans sa lutte contre le capitalisme et l'impérialisme.
« *Au fil du temps, le caractère droitier du MRS est devenu plus évident. On ne pouvait pas le nier*", a réfléchi Fonseca Terán. "*Mais dès le début, ils étaient de droite* ».
« *Ils ont toujours été réformistes* », a-t-il ajouté. «*Et ils ne se sont jamais souciés de l'anti-impérialisme* ».
Fonseca Terán a déclaré que les critiques du MRS sur les politiques économiques du gouvernement sandiniste sont particulièrement hypocrites, étant donné que le parti a montré à plusieurs reprises son soutien aux réformes néolibérales pendant de nombreuses années.
« *La seule façon pour notre programme économique d'être plus à gauche serait de commencer à exproprier les propriétés* », a soutenu Fonseca, en faisant référence au gouvernement actuel dirigé par le FSLN.

Le MRS forme des alliances avec les élites de droite du Nicaragua

La création du MRS en tant que rupture sociale-démocrate de droite avec le Front sandiniste reflète des scissions similaires qui se sont produites à l'époque au sein des partis socialistes révolutionnaires dans le monde.
Grâce à leur position d'élite et à leur connaissance de l'anglais, les dirigeants du MRS se sont rapidement infiltrés dans les médias, les ONG et les universités, prenant le contrôle de ces secteurs et les transformant en avant-postes anti-sandinistes. Ils ont également utilisé leurs amis à l'étranger pour tenter de retourner la gauche internationale contre le FSLN.
Pourtant, après sa scission du FSLN, le MRS a eu du mal à trouver un soutien populaire dans le pays. Lors de l'élection présidentielle de 1996, le candidat du parti, Sergio Ramírez, n'a obtenu que 1% des voix (contre 38% pour Ortega du FSLN).
Après avoir été écrasé électoralement, le MRS a fait sa première et unique remise en question, en décidant de former une brève alliance avec le Front sandiniste pour les élections de 2001. Mais lorsqu'il a perdu ce vote, le MRS s'est détourné du FSLN une fois pour toutes et a entamé son long voyage vers la droite.
En 2006, le candidat présidentiel du MRS, Edmundo Jarquín, n'a obtenu que 6 % des voix, contre 38 % pour Ortega.
Cette année-là, l'alliance du MRS avec le célèbre oligarque nicaraguayen Eduardo Montealegre, du Parti libéral indépendant (PLI) de droite, a commencé.
Banquier multimillionnaire, Montealegre est tristement célèbre au Nicaragua pour sa corruption, étroitement liée à un énorme scandale de titres de créance.
« *Le terme conservateur ne fonctionne plus au Nicaragua. Quiconque utilise ce mot perd son soutien. Alors tous les gens de droite se disent libéraux »,* a expliqué Fonseca Terán dans son entretien avec *The Grayzone*. *« Mais Montealegre n'est même pas un libéral, c'est un conservateur, un allié du grand capital* ».

Image

La présidente du parti MRS, Dora María Téllez (à gauche), avec le banquier multimillionnaire d'extrême droite Eduardo Montealegre (à droite).

Le câble du département d'État de 2006 relatant la réunion de l'ambassade américaine avec Dora María Téllez indiquait que le candidat présidentiel du MRS de l'époque, Edmundo Jarquin, avait rencontré secrètement Montealegre en coulisses et "*renouvelé leur accord préalable de ne pas s'attaquer mutuellement*". L'ambassade des États-Unis a noté que "*les annonces du MRS critiquant Montealegre ont disparu.*"

De son côté, Montealegre était également un informateur de l'ambassade américaine. Un câble du département d'État de 2007 publié par WikiLeaks révèle qu'il a rencontré l'ambassadeur Trivelli de Washington en janvier de cette année-là pour lui fournir des informations sensibles.

Lorsque le MRS et le PLI de Montealegre ont perdu les élections de 2006 et que les Sandinistes sont revenus au pouvoir, le MRS a commencé à collaborer ouvertement avec le banquier ploutocrate.

En 2008, Montealegre s'est présenté à la mairie de la capitale Managua, et le MRS a publiquement soutenu sa campagne de droite contre le candidat du FSLN Alexis Argüello, un boxeur nicaraguayen légendaire, qui a finalement remporté l'élection.

Téllez elle-même a soutenu Montealegre, tout en se pliant, de manière caractéristique, à une bouillie idéologique en affirmant qu'elle et son parti ne le soutenaient pas.

« *Le MRS appelle à voter pour Eduardo Montealegre, bien que nous ne le soutenions pas sous la table* », a insisté Mme Téllez.

Pour justifier leur alliance indéniable avec la droite, son collègue dirigeant du MRS, Edmundo Jarquín, a soutenu : « Ce n'est pas un conflit entre la droite et la gauche, c'est entre la dictature et la démocratie. »

La dérive vers la droite est devenue une embardée à partir de là, et dans les années 2010, le MRS a totalement abandonné son prétendu engagement à gauche pour devenir un parti de droite.

En 2015, le MRS a de nouveau signé un accord avec le Parti libéral indépendant (PLI) de droite, dans l'espoir de battre le FSLN aux élections de 2016 dans le cadre d'une éphémère Coalition nationale pour la démocratie (Coalición Nacional por la Democracia).
Lorsque le gouvernement nicaraguayen a approuvé les plans d'une entreprise chinoise pour la construction d'un canal interocéanique qui pourrait remettre en cause le monopole détenu par le canal de Panama dominé par les États-Unis, le MRS a aidé à organiser l'opposition au projet. Téllez et d'autres dirigeants du MRS ont exploité les arguments des écologistes libéraux pour faire avancer l'agenda géopolitique de Washington, qui a cherché désespérément, mais avec succès, à empêcher la construction.
Un exemple flagrant du caractère droitier du MRS s'est produit en 2016, lorsque le parti a posté un mème sur sa page Facebook (où il n'a pratiquement pas d'adeptes) se réjouissant de la mort récente du leader révolutionnaire cubain Fidel Castro, ainsi que de la disparition en 2013 du président socialiste venezuelien Hugo Chávez.
« *L'heure arrive pour tous les porcs, le prochain est Daniel Ortega* », écrit le MRS. « *En enfer, il paiera tout ce qu'il doit au peuple* ».

Image

La présidente du MRS, Ana Margarita Vijil, la compagne de Téllez, a écrit une tribune en 2017, intitulée "Le MRS et l'entreprise privée", qui démontre la descente complète du parti dans le

néolibéralisme.
Publiée dans le journal de droite *La Prensa*, financé par le gouvernement américain et appartenant à la dynastie oligarchique Chamorro, la rhétorique de Vigil dans l'article était totalement indiscernable de celle d'un fonctionnaire de la Banque mondiale.
« *Nous croyons au dialogue permanent et à l'alliance entre le secteur public et le secteur privé* », écrit Vigil.
Accueillant les "grandes entreprises" au Nicaragua, tout en soutenant du bout des lèvres les "petites entreprises", Vigil a déclaré : « *Nous accueillons les investissements étrangers, afin d'injecter des flux de capitaux dans le pays*. »
Lorsque la violente tentative de coup d'État soutenue par les États-Unis a démarré en 2018, le MRS a joué un rôle crucial. Le MRS a pris la tête de la direction de l'Unidad Nacional Azul y Blanco (Unité nationale bleue et blanche), une alliance d'opposition néolibérale qui a fortement soutenu le putsch, avec l'appui de Washington.
Mais lorsque le coup d'État échoue, le MRS est confronté à une crise et décide de changer de marque.

Le MRS change de nom et abandonne toute référence au sandinisme

Le MRS a autrefois prétendu de manière absurde être le véritable représentant du sandinisme, mais il a abandonné cette stratégie marketing cynique en 2020.
Cette année-là, le MRS a organisé un vote interne et a décidé de se rebaptiser Unión Democrática Renovadora (Union démocratique rénovatrice), ou UNAMOS en abrégé.
En changeant de nom, le MRS a fait tomber le masque du sandinisme une fois pour toutes. Dans une interview accordée à *Nicaragua Investiga*, un média de droite financé par le gouvernement américain, Dora María Téllez a admis que le MRS/UNAMOS, le parti qu'elle a contribué à fonder, était un parti sans véritable idéologie cohérente.
« *Nous avons des gens qui viennent du libéralisme, du sandinisme, du conservatisme, des gens qui n'ont été dans aucun parti politique* », a déclaré Mme Téllez.
Alors que les partisans du MRS en dehors du Nicaragua ont passé des décennies à dépeindre le groupe comme une supposée alternative "de gauche" au Front sandiniste, Téllez et ses alliés ont admis qu'ils n'avaient aucune loyauté réelle envers le Sandinisme, et ne prétendaient même plus être un parti de gauche.
Le MRS a longtemps utilisé des questions socialement libérales comme les droits des LGBT et le soutien à l'avortement pour attirer les gauchistes en dehors du Nicaragua, mais le parti n'a rien de socialiste.
En fait, pour les sponsors étrangers du MRS, la dérive vers la droite du groupe depuis des décennies était tout à fait prévisible. Les réformistes rénovateurs centristes qui se sont séparés du FSLN en 1995 et ont formé le MRS n'ont jamais été très engagés idéologiquement au départ.
Un câble du gouvernement américain de 1978 publié par WikiLeaks montre comment l'ancien militant sandiniste Hugo Torres Jiménez, qui est ensuite devenu vice-président du MRS, n'a jamais adhéré à une idéologie de gauche cohérente.
Le document révèle également que le journaliste américain Tad Szulc, qui était reporter pour le New York Times et le Washington Post, avait été un informateur du département d'État.
À la veille de la révolution, Szulc a rencontré les principaux dirigeants du Front sandiniste - le cofondateur Tómas Borge, Edén Pastora (Comandante Cero), Hugo Torres (Comandante Uno) et Dora Maria Téllez (Comandante Dos) - pour une longue interview. Szulc a ensuite raconté sa réunion dans les moindres détails au gouvernement américain, afin que celui-ci puisse utiliser ces renseignements pour saper le FSLN.
Szulc a déclaré à l'ambassade américaine que Borge était "un marxiste idéologique militant" et qu'il était le plus engagé idéologiquement de tous les dirigeants. Il a noté que "*Borge semblait avoir une*

idée plus claire de l'endroit où il allait et de la manière d'y parvenir que les commandants Zero (Pastora) et Uno (Torres)".
« *Il y avait une nette scission entre les sauveteurs (menés par Zero [Pastora] et Uno [Torres] et les secourus (menés par Borge)* », a expliqué Szulc à l'ambassade américaine. «*Le groupe Borge serait intransigeant dans sa détermination à prendre le pouvoir au Nicaragua sans l'aide de la bourgeoisie, alors que Zero et Uno sont plus enclins à la flexibilité dans la tactique.* »
Autrement dit, Torres faisait partie de la faction de droite moins idéologiquement socialiste et plus opportuniste dès avant le triomphe de la révolution, et il était toujours prêt à pactiser avec les oligarques capitalistes du Nicaragua.
En revanche, Borge, l'un des premiers dirigeants du FSLN, qui est resté fidèle au parti et au président Ortega jusqu'à sa mort en 2012, a toujours été le plus engagé idéologiquement.
Lorsque Torres a été arrêté en juin 2021, sa détention a été citée par les critiques putatifs de "gauche" comme un signe qu'Ortega avait soi-disant trahi la révolution. Mais la réalité est que Torres et ses alliés du MRS ont toujours été prêts à faire des compromis avec les États-Unis et à former des alliances avec les élites oligarchiques conservatrices du Nicaragua.
La réalité est qu'il y a une longue histoire de "gauchistes" auto-identifiés au Nicaragua s'alliant avec la droite et l'impérialisme américain contre le Front révolutionnaire sandiniste.
Lors des élections de 1990 que l'oligarque dynastique Violeta Chamorro a remportées grâce à une campagne menée et financée par le gouvernement américain, la CIA l'a aidée à mettre en place une Union nationale de l'opposition (Unión Nacional Opositora, ou UNO) composée de plus d'une douzaine de petits partis politiques.
Deux des membres de cette alliance UNO anti-sandiniste créée par les États-Unis, travaillant aux côtés de partis de droite purs et durs, étaient le Parti communiste du Nicaragua et le Parti socialiste nicaraguayen.
Ces deux groupes étaient minuscules et fondamentalement sans intérêt, dirigés par d'obscurs universitaires et des intellectuels peu connus. Mais c'était un exemple précoce de la soi-disant "opposition de gauche" aux Sandinistes formant des alliances avec Washington et les forces conservatrices et néolibérales les plus enragées du pays.
L'histoire du Nicaragua regorge d'exemples de soi-disant "gauchistes" qui sapent les Sandinistes et s'allient avec le gouvernement américain et l'oligarchie de droite. Le MRS/UNAMOS et des dirigeants comme Dora María Téllez, Sergio Ramírez Mercado, Hugo Torres Jiménez et Victor Hugo Tinoco sont peut-être les exemples les plus connus, mais ils sont loin d'être les seuls.

Ben NORTON
Le 8 novembre 2021

Source: *The Grayzone*

Traduction: Romain Migus (https://www.les2rives.info/l2r**)**

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire